



DEMANDE D'AVANCE AU TITRE DU PDRG FEADER 2014-2020

MESURE 7 « SERVICES DE BASE ET RÉNOVATION DES VILLAGES DANS LES ZONES RURALES »

- Adduction en eau potable en zone rurale** Type d'Opération 7.2.1
- Assainissement en zone rurale** Type d'Opération 7.2.2
- Dessertes en zone rurale** Type d'Opération 7.2.3
- Electrification en zone rurale** Type d'Opération 7.2.4
- Gestion des déchets en zone rurale** Type d'Opération 7.2.5
- Equipements sociaux et médico-sociaux en zone rurale** Type d'Opération 7.2.6

Cadre réservé à l'administration

Nom du bénéficiaire : _____

N° de dossier OSIRIS : _____

Intitulé du projet OSIRIS : _____

Je, soussigné, _____ (Nom, Prénom du représentant de la structure), agissant en qualité de représentant légal de _____ (Nom de la structure bénéficiaire de la décision d'aide)

demande le versement de l'avance prévue par la convention attributive n° _____.

Montant des dépenses réalisées à ce jour : _____ €.

Montant de l'avance demandé :

J'ai joint à l'appui de ma demande d'avance :

- Délibération (modèle annexe 1)
- Attestation de garantie (modèle annexe 2)
- Ordre de service de démarrage
- RIB, si nouveau :

Code établissement |_|_|_|_|_|_|_|_| Code guichet |_|_|_|_|_|_|_|_| N° de compte |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| Clé |_|_|_|_|

- Pièces de marché (avis de publication de l'appel d'offres, acte d'engagement, attestation de démarrage des travaux et/ou des études, PV d'ouverture des plis)

Certifié exact et sincère, le (date) : _____

Nom, prénom du **représentant de la structure** (ou délégué): _____

En cas de délégation de signature, veuillez impérativement remplir une attestation de délégation.

Qualité : _____

Cachet et signature du demandeur (représentant légal ou délégué)

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande de paiement d'aide publique. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès, et de rectification touchant les informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à la Collectivité Territoriale de Guyane – Pôle Affaires Européennes – Verrières de la Madeleine – 97300 Cayenne

ANNEXE 1 : Projet de délibération autorisant la signature de l'attestation

OBJET :

Monsieur le Maire/Président rappelle à l'assemblée que la réglementation européenne autorise le versement d'avances aux communes du FEADER. Au regard des critères fixés par l'Union Européenne et le Service Instructeur, le paiement d'une avance de 50% de la dépense publique totale peut être demandée au bénéfice de la commune pour l'opération « » (n°OSIRIS :

Monsieur le Maire/Président propose au Conseil Municipal :

- d'autoriser le Maire/Président à solliciter une avance de 50% de la dépense publique totale, ce qui équivaut à euros pour l'opération visée,
- d'autoriser le Maire/Président à signer l'attestation à l'engageant à rembourser tout au partie de cette avance, dans le cas où, au moment de solder l'opération, le droit au montant avancé ne pourrait être établi.

Où l'exposé du maire/Président et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide d'autoriser Monsieur le Maire/Président à solliciter une avance, au titre de l'aide obtenue du FEADER, par convention n°..... en date du, et à signer l'attestation l'engageant à rembourser tout au partie de cette avance, dans le cas où au moment de solder l'opération, le droit au montant avancé ne pourrait être établi.

ANNEXE 2 : Modèle d'attestation de garantie

ATTESTATION

OPERATION :

Je soussigné,, Maire/Président de la commune/com de, sollicite au titre de l'aide que j'ai obtenu du FEADER, par convention n°..... du, une avance d'un montant de euros.

J'atteste que la totalité ou partie de cette avance pourra, en application de l'article L.1612-15 du code général des collectivités territoriales, faire l'objet d'un remboursement par inscription en dépenses obligatoires au budget de ma collectivité ou, le cas échéant, par mandatement d'office, s'il s'avérait, au terme de l'opération, que les dépenses éligibles n'atteignaient pas un montant suffisant, conduisant à une aide finale inférieure au montant de cette avance.

Fait à
Le

(Signature et cachet)